



Arrêté préfectoral complémentaire n° 2025-1741 du 28 novembre 2025
autorisant l'exploitation d'une activité de production de douilles
dans le bâtiment 28S reconstruit au sein de l'établissement
exploité par la société KNDS Ammo France
sur le territoire de la commune de la Chapelle-Saint-Ursin

Le préfet du Cher,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées annexée à l'article R511-9 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret du 14 février 2025 du Président de la République portant nomination de M. Mohamed ABALHASSANE, secrétaire général de la préfecture du Cher ;

Vu le décret du 22 octobre 2025 du Président de la République portant nomination de M. Philippe LE MOING SURZUR, préfet du Cher ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 : "Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage" ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2561 ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2563 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 2910 ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Vu l'arrêté préfectoral n° 3001 du 12 mai 1995 modifié portant mise à jour et extension des activités d'une installation classée, autorisant la S.A. LUCHAIRE DÉFENSE à poursuivre les activités exercées dans son unité de production implantée sur le territoire des communes de la Chapelle-Saint-Ursin et Morthomiers et y joindre une unité de fabrication mécanique ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2000.1.516 du 26 mai 2000 autorisant la S.A. LUCHAIRE DÉFENSE à modifier et étendre les activités qu'elle exerce dans son unité de production implantée sur le territoire des communes de la Chapelle-Saint-Ursin et Morthomiers ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2003.1.1335 du 17 octobre 2003 autorisant la S.A. LUCHAIRE DÉFENSE à exploiter des installations de compression uniaxiale à chaud d'explosifs secondaires, de compression isostatique, d'usinage de blocs d'explosifs et une gaine de tirs de 40 mètres, en extension de son établissement de fabrication d'armement implanté route de Villeneuve sur le territoire des communes de la Chapelle-Saint-Ursin ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005.1.411 du 25 avril 2005 autorisant la S.A. LUCHAIRE DÉFENSE à modifier ses activités de dégorgement d'explosifs et d'encartouchage de munitions situées à la Chapelle-Saint-Ursin, route de Villeneuve ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005.1.847 du 28 juillet 2005 autorisant la S.A. LUCHAIRE DÉFENSE l'exploitation d'installations de fabrication de munitions de moyens calibres, d'essai et de contrôle, de stockage de fioul, en extension de son établissement de fabrication d'armement implanté route de Villeneuve sur la commune de la Chapelle-Saint-Ursin ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2007.1.690 du 5 juillet 2007 définissant des dispositions de restriction des usages de l'eau et des rejets dans les milieux ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008.1.024 du 15 janvier 2008 autorisant l'exploitation d'une activité de production de douilles (située dans les bâtiments 10S et 28S) en extension de l'établissement de fabrication d'armement situé à la Chapelle-Saint-Ursin, route de Villeneuve ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008.1.025 du 15 janvier 2008 intégrant la directive européenne relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (IPPC) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-1-1523 du 26 août 2010 définissant des prescriptions relatives aux émissions de composés organiques volatils (COV) dans le cadre du bilan de fonctionnement décennal pour les établissements concernés par la directive européenne IPPC ;

Vu la lettre préfectorale du 28 novembre 2013 relative au classement de l'activité de traitement de surface dans la rubrique n° 3260 de la nomenclature des ICPE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015-DDCSPP-015 du 29 janvier 2015 autorisant la société NEXTER MUNITIONS à modifier les installations de fabrication de munitions qu'elle exploite au sein de son établissement situé route de Villeneuve sur la commune de la Chapelle-Saint-Ursin et mettant à jour le classement de ses activités ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-1660 du 24 novembre 2025 accordant délégation de signature à M. Mohamed ABALHASSANE, secrétaire général de la préfecture, sous-préfet de Bourges ;

Vu la lettre préfectorale du 19 mars 2018 actualisant la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la lettre préfectorale du 5 mai 2025 prenant acte de modifications des conditions d'exploiter le bâtiment 10S, notamment au titre des rubriques 2560 et 2575 de la nomenclature des installations classées ;

Vu le rapport d'enquête du BEA-RI daté du 5 avril 2022 sur l'incendie survenu le 11 juin 2021 au sein de l'atelier de traitement de surfaces de l'établissement NEXTER MUNITIONS de la Chapelle-Saint-Ursin ;

Vu la réponse de l'exploitant du 8 juin 2022 aux recommandations de sécurité du BEA-RI formulées dans son rapport d'enquête ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance relatif à la reconstruction du bâtiment 28S (nommé «douillerie») daté du 23 décembre 2022 (version B) transmis par courrier du 7 février 2023 ;

Vu la demande de compléments formulée dans le courrier préfectoral du 22 janvier 2024, concernant notamment la demande de transmission du rapport d'accident relatif à l'incendie de la ligne de traitement de surface du bâtiment 28S survenue le 11 juin 2021 comportant l'analyse des causes ainsi que les mesures prises ou envisagées afin d'éviter un accident similaire, ainsi qu'une analyse du retour d'expérience de l'incendie et les choix retenus pour la nouvelle installation de traitement de surface ;

Vu le courrier de réponse de l'exploitant daté du 12 novembre 2024 comportant notamment :

- le dossier de porter-à-connaissance relatif à la reconstruction du bâtiment 28S (nommé «douillerie») complété dans une version C datée du 23/10/2024 ,
- le rapport d'accident relatif à l'incendie de la ligne de traitement de surface du bâtiment 28S survenu le 11 juin 2021 ;

Vu le courrier de réponse de l'exploitant daté du 20/12/2024 au rapport de l'inspection des installations classées du 30/10/2024 relatif à la visite d'inspection du 9 octobre 2024 du bâtiment 28S reconstruit ;

Vu la demande de compléments formulée par l'inspection des installations classées par courrier du 11 mars 2025 ;

Vu le courrier de réponse complémentaire de l'exploitant daté du 19 mai 2025 au rapport de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection du 9 octobre 2024 du bâtiment 28S reconstruit ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance relatif à la reconstruction du bâtiment 28S (nommé «douillerie») complété dans une version D datée du 3 juillet 2025 et transmis par courrier du 8 juillet 2025 ;

Vu le courrier de l'exploitant daté du 8 juillet 2025 formulant à monsieur le préfet une demande d'aménagement de la prescription relative aux moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie libellée à l'article 4.5 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque), pour laquelle l'exploitant propose de remplacer la prescription imposant la présence de RIA (robinets d'incendie armés) par la présence d'un système de sprinklage asservie à la détection incendie ;

Vu le rapport et les propositions en date du 16 octobre 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral notifié le 29 octobre 2025 à l'exploitant, au titre de la procédure contradictoire ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant que l'exploitant modifie des installations classées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que les modifications ne nécessitent pas de faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que l'installation de traitement de surface fonctionne en « zéro rejet » pour les effluents liquides ;

Considérant que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux de voiries) sont collectées et traitées par un séparateur à hydrocarbures avant rejet au milieu naturel ;

Considérant que les chaînes de traitement de surface sont équipées d'un système de collecte des effluents gazeux canalisés vers un laveur de fumées avant rejet à l'atmosphère ;

Considérant que la cabine de laquage est équipée d'un système de collecte des effluents gazeux traités par un filtre à charbons actifs avant rejet à l'atmosphère ;

Considérant qu'il est nécessaire de prévenir le risque de pollution des sols et des eaux souterraines en cas de déversement accidentel ou par les eaux d'extinction d'un incendie ;

Considérant les mesures de prévention et/ou de protection prévues par l'exploitant suite à l'analyse du retour d'expérience de l'incendie de l'installation de traitement de surfaces de l'ancien bâtiment 28S survenu le 11/06/2021 ;

Considérant que la mise en place d'un système d'extinction automatique (sprinklage) dans l'atelier de laquage permet de compenser l'absence de robinets d'incendie armés (RIA) ;

Considérant que l'étude d'impact présentée dans le dossier de porter-à-connaissance apporte les éléments permettant de conclure qu'il n'y a pas de risque supplémentaire sur la santé des populations, ni d'impact supplémentaire significatif sur l'environnement ;

Considérant que l'étude des dangers présentée dans le dossier de porter-à-connaissance apporte les éléments permettant de conclure que le projet ne génère aucune zone d'effets létaux ou irréversibles en dehors des limites de l'établissement, ni de risques supplémentaires pour les populations avoisinantes ;

Considérant que le local chaufferie du bâtiment 28S doit être implanté à une distance minimale de 17,5 mètres par rapport aux limites de propriété du site et être équipé d'une surface d'évent d'au moins 2,3 m² afin que les zones d'effets irréversibles liés au scénario d'explosion de la chaufferie restent à l'intérieur du site ;

Considérant que les modifications apportées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en conséquence le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle des conditions d'exploiter au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il est nécessaire de fixer des prescriptions complémentaires et d'adapter l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ,

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société KNDS Ammo France (SIREN : 339 946 469), dont le siège social est situé 13 route de la Minière 78034 VERSAILLES Cedex est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de la Chapelle-Saint-Ursin, route de Villeneuve (coordonnées Lambert 93 X=646386 et Y=6660663), les installations de production de douilles situées dans le bâtiment 28S reconstruit (nommé «douillerie»), détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. INSTALLATIONS VISÉES PAR LA NOMENCLATURE ET SOUMISES À DÉCLARATION, ENREGISTREMENT OU AUTORISATION

À l'exception des dispositions particulières visées au Titre 6 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE listées dans le tableau de classement présenté à l'article 1.2.1 ci-après et listés ci-dessous :

- arrêté ministériel modifié du 30/06/2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 ;
- arrêté ministériel modifié du 12/05/2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) ;
- arrêté ministériel modifié du 14/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 ;
- arrêté ministériel modifié du 27/07/2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2561 ;
- arrêté ministériel modifié du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- arrêté ministériel modifié du 30/06/1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 : " Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage " ;
- arrêté ministériel modifié du 27/07/2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2563.

ARTICLE 1.1.3 – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux antérieurs sont toujours applicables aux autres activités du site pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux prescriptions du présent arrêté.

Les prescriptions définies dans les arrêtés préfectoraux suivants sont abrogées et remplacées par celles du présent arrêté :

Arrêtés préfectoraux antérieurs	Prescriptions supprimées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions)
AP n°2008.1.024 du 15/01/2008	La totalité des prescriptions relatives au bâtiment 28S.	Les prescriptions relatives au bâtiment 28S définies dans l'arrêté préfectoral du 15/01/2008 concernaient l'ancien bâtiment 28S détruit suite à l'incendie du 11/06/2021 : elles sont donc devenues sans objet. Les prescriptions relatives au bâtiment 10S définies dans l'arrêté préfectoral du 15/01/2008 restent en vigueur.
AP n°2015-DDCSPP-015 du 29/01/2015	La totalité des prescriptions relatives au bâtiment 28S.	Les prescriptions relatives au bâtiment 28S définies dans l'arrêté préfectoral du 29/01/2015 concernaient l'ancien bâtiment 28S détruit suite à l'incendie du 11/06/2021 : elles sont donc devenues sans objet.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les installations exploitées dans le bâtiment 28S relèvent des rubriques ICPE libellées dans le tableau suivant.

Les quantités totales autorisées sur le site pour chacune des rubriques ICPE libellées dans le tableau suivant remplacent celles définies dans le tableau de classement annexé à la lettre préfectorale du 19 mars 2018.

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation dans le bâtiment 28S	Quantité autorisée dans le bâtiment 28S	Quantité totale autorisée sur le site	Régime (*)
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m ³ .	2 lignes de bords de traitement de surface (phosphatation) : - ligne UDD - ligne UTDS	36,738 m ³	76,738 m ³	A
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.	Machines de travail des métaux : scie circulaire, presse, rogneuse gorgeuse, tour, coupeuse, perceuse colonne, tronçonneuse, etc.)	749,5 kW	2 208 kW	E
2940-2a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson,	Une ligne de laquage composée de : - un poste de chargement / déchargement des douilles - un convoyeur continu - une cabine de laquage	22 kg/j	187,96 kg/j	E

	<p>séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés)</p>	<p>- une étuve</p> <p>Un atelier de préparation des laques</p>			
2561	Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages	Traitement thermique (recuit) par un four électrique à passage inerté à l'azote	/	/	DC
2563-2	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface.	2 machines à laver (laveuses) et une fontaine de nettoyage	680 litres	680 litres	DC
2575	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565.	Sableuse, polisseuse, etc.	14,05 kW	40,29 kW	D
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des	Une chaudière au gaz, alimentant en eau chaude les lignes de traitement de surface	0,99 MW (**)	9,59 MW	DC

matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse, ...				
--	--	--	--	--

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

(**) La cheminée de la chaudière du bâtiment 28S, d'une puissance thermique nominale de 0,99 MW, n'est pas raccordable à la cheminée de la chaufferie du 41F du fait de son éloignement et de la présence d'une voie de circulation. Cet appareil de combustion n'étant pas techniquement et économiquement raccordable à une cheminée commune et ayant une puissance inférieure au seuil de la rubrique 2910.A.2 de 1 MW, sa puissance n'est pas comptabilisée dans la quantité totale autorisée sur le site pour la rubrique 2910.

ARTICLE 1.2.2. RÉGLEMENTATION IED

Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale IED est la rubrique n° 3260 relative au traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF intitulé STM « traitement de surface des métaux et des matières plastiques ».

ARTICLE 1.2.3. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

Les installations autorisées par le présent arrêté sont situées dans le bâtiment 28S reconstruit nommé « douillerie ».

Le bâtiment 28S est dédié à la production de douilles ; il comporte les activités et installations suivantes :

- à l'intérieur du bâtiment :
 - zone 0 : stockage des barres
 - zone 1 : sciage des barres et ébavurage
 - zones 2, 3 et 6 : déformations à froid (pressage des lopins, étirage et bourreletage, rétreint et étirage)
 - zone 4 : usinage des douilles
 - zone 5 : traitement thermique (recuit)
 - zone 7 : chaîne de traitement de surface (2 lignes)
 - zone 8 : usinage finition et contrôle
 - zone 9 : atelier de laquage
 - zone 10 : laboratoire chimie
 - zone 10' : laboratoire mécanique
 - zone 11 : unité de traitement des effluents
 - zone 12 : stockage des douilles
 - zone 13 : stockage des produits chimiques
 - zone 17 : vestiaires
 - zone 18 : bureaux
- à l'extérieur du bâtiment :
 - zones 14, 14' et 14'' : équipements techniques (transformateurs, chaufferie, ...) :
 - zone 15 : laveur de fumées
 - zone 16 : aspiration COV et équipements divers (stocks chariots, ...)
 - zone 19 : aire de dépotage

L'atelier de laquage (zone 9) est composé d'un local de préparation des laques et d'une ligne de laquage.

La ligne de laquage est composée de :

- un poste de chargement/déchargement des douilles,
- un convoyeur continu,
- une cabine de laquage,
- une étuve.

La nature des bains des 2 lignes de traitement de surfaces prévus (zone 7) ainsi que leur volume sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Nature du bain	Volume du bain	
	Ligne UDD	Ligne UTDS
Désavonnage	3 x 1 539 l	
Dégraissage		2 x 1 539 l
Décapage fort		2 x 1 539 l
Décapage faible		2 x 1 539 l
Phosphatation à haut poids de couche (HPC)		4 x 2 532 l
Phosphatation à bas poids de couche (BPC)		1 x 2 532 l
Phosphatation BPC à basse température		1 x 2 532 l
Savon chaud		2 x 1 539 l
Savon froid		1 x 1 539 l
Savon de rétreint		1 x 1 539 l
Passivation		1 x 1 539 l
TOTAL pour chaque ligne :	4 617 litres	32 121 litres
TOTAL des 2 lignes	36 738 litres	

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

CHAPITRE 1.4 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de porter-à-connaissance relatif au projet de reconstruction du bâtiment 28S,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de polluants ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 degrés K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

CHAPITRE 2.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Produits utilisés dans l'installation	Traitement des effluents gazeux
1	Lignes de traitement de surface	36 738 litres	Acides, bases, ...	Evapoconcentrateur et laveur de fumées
2	Cabine de laquage	22 kg/j	Vernis époxy, laque, peinture, diluant, ...	Filtres à charbons actifs
3	Local de préparation laquage	-	Vernis époxy, laque, peinture, diluant, ...	Non
4	Traitement thermique : zone chauffe	-	-	Non
5	Traitement thermique : zone refroidissement	-	-	Non
6	Machine à laver (de la presse)	200 litres	Dégraissant	Non
7	Machine à laver (du traitement thermique)	400 litres	Dégraissant	Non
8	Chaudière	0,99 MW	Gaz	Non

ARTICLE 2.1.2. CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

N° de conduit	Hauteur en m (par rapport au sol)	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
Conduit N° 1	13 m		
Conduit N° 2	13 m	Si > 5000 m ³ /h Si ≤ 5000 m ³ /h	≥ 8 m/s ≥ 5 m/s
Conduit N° 3	10 m		
Conduit N° 4	10 m		
Conduit N° 5	10 m		
Conduit N° 6	10 m		
Conduit N° 7	10 m		
Conduit N° 8	13 m		

CHAPITRE 2.2 LIMITATION DES REJETS

ARTICLE 2.2.1. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES / VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETÉS

Article 2.2.1.1. Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et, le cas échéant, en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètre	Conduit n°1 (lignes de traitement de surface)
	Concentration maximale (mg/Nm3)
Acidité totale exprimée en H+	0,5
HF, exprimé en F	2
Cr total	1
dont Cr VI	0,1
Ni	5
CN	1
Alcalins, exprimés en OH-	10
NOx, exprimés en NO2	Sur un cycle de production : 200 Maximum instantané : 800
SO2	100
NH3	30
COV non méthaniques, exprimés en carbone total	75
COV de mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F *	2
COV de mention de danger H341 ou H351 *	20

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.

* dans le cas où l'installation n'utilise pas de solvants ayant les mentions de dangers H340, H350, H350i, H360D ou H360F, et/ou H341 ou H351, la mesure pour ce paramètre peut ne pas être réalisée sous réserve que l'exploitant justifie l'absence de ces produits dans l'installation.

Paramètre	Conduit n°2 (cabine de laquage)	
	Concentration maximale (mg/Nm3)	Flux (kg/h)
Poussières	100	si ≤ 1
	40	si > 1
COV non méthaniques, exprimés en carbone total	100	

Paramètre	Conduits n°4 et 5 (traitement thermique)	
	Concentration maximale (mg/Nm3)	Flux (kg/h)
Poussières	150	si $\leq 0,5$
	100	si $> 0,5$

Article 2.2.1.2. Émissions diffuses

Activité de traitement de surfaces :

Concernant l'activité de traitement de surfaces, le flux annuel des émissions diffuses des COV ne doit en outre pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée ; ce taux est ramené à 15 % si la consommation de solvants est supérieure à 10 tonnes par an.

Le flux annuel des émissions diffuses des solvants de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D, H360F, H341 ou H351 de ces composés ne doit en outre pas dépasser 15 % de la quantité de solvants utilisée ; ce taux est ramené à 10 % si la consommation de solvants est supérieure à 5 tonnes par an.

Activité de laquage :

Concernant l'activité de laquage, le flux annuel des émissions diffuses des COV ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisés.

CHAPITRE 2.3 SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE

ARTICLE 2.3.1. SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES CANALISÉES

L'exploitant assure une surveillance des rejets canalisés suivants dans les conditions suivantes, selon les normes en vigueur au niveau de chaque conduit sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations :

Conduit n°1 (lignes de traitement de surface)		
Paramètre	Fréquence des mesures	Fréquence de transmission des résultats des mesures
Vitesse d'éjection	annuelle	annuelle
Débit	annuelle	annuelle
Acidité totale exprimée en H	annuelle	annuelle
HF, exprimé en F	annuelle	annuelle
Cr total	annuelle	annuelle
dont Cr VI	annuelle	annuelle
Ni	annuelle	annuelle
CN	annuelle	annuelle
Alcalins, exprimés en OH	annuelle	annuelle
NOx, exprimés en NO2	annuelle	annuelle
SO2	annuelle	annuelle
NH3	annuelle	annuelle
COV totaux	annuelle	annuelle

Conduit n°2 (cabine de laquage)		
Paramètre	Fréquence des mesures	Fréquence de transmission des résultats des mesures
Vitesse d'éjection	annuelle	annuelle
Débit	annuelle	annuelle
Poussières	annuelle	annuelle
COV totaux	annuelle	annuelle

Conduits n°4 et 5 (traitement thermique)		
Paramètre	Fréquence des mesures	Fréquence de transmission des résultats des mesures
Vitesse d'éjection	Dans un délai maximal d'un an après la parution du présent arrêté puis sur demande de l'inspection des installations classées	Dans un délai maximal d'un an après la parution du présent arrêté puis sur demande de l'inspection des installations classées
Débit	Dans un délai maximal d'un an après la parution du présent arrêté puis sur demande de l'inspection des installations classées	Dans un délai maximal d'un an après la parution du présent arrêté puis sur demande de l'inspection des installations classées
Poussières	Dans un délai maximal d'un an après la parution du présent arrêté puis sur demande de l'inspection des installations classées	Dans un délai maximal d'un an après la parution du présent arrêté puis sur demande de l'inspection des installations classées

ARTICLE 2.3.2. SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS DIFFUSES

Une estimation des émissions diffuses de COV relatives à l'activité de traitement de surfaces et à l'activité de laquage est réalisée au moins une fois par an.

L'exploitant tient à jour un Plan de Gestion des Solvants (PGS), mentionnant notamment les entrées et sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 3.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 3.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les eaux utilisées dans les installations du bâtiment 28S proviennent des réseaux d'approvisionnement existants du site.

ARTICLE 3.1.2. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

CHAPITRE 3.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu au présent chapitre et au chapitre 3.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

ARTICLE 3.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

CHAPITRE 3.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 3.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales (eaux de toiture, ...) et eaux non susceptibles d'être polluées ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (notamment les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, et les eaux de voiries) ;
- les eaux industrielles : les effluents issus du traitement de surface ;
- les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches.

ARTICLE 3.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Les installations dans le bâtiment 28S ne rejettent aucun effluent industriel liquide, en particulier :

- les lignes de traitement de surface fonctionnent en circuit fermé pour assurer un « zéro rejet » sur le site : les effluents (rinçage, bains usés, ...) sont traités dans la station physico-chimique. Les produits issus de ce traitement sont des boues et de l'eau. L'eau est ensuite traitée dans l'évaporateur avant d'être réutilisée dans le process. Les concentrats issus de l'évaporateur et les boues sont pris en charge en tant que déchets, ils sont collectés et éliminés dans des filières spécialisées.
- les deux machines à laver (laveuses situées en zone 3 et 5) fonctionnent en circuit fermé.

Les eaux pluviales de toiture du bâtiment 28S sont canalisées et rejetées vers la noue côté voie ferrée sans traitement.

Les eaux pluviales des installations visées par le présent arrêté susceptibles d'être polluées (eaux de voiries) sont collectées et traitées par un séparateur à hydrocarbures avant rejet.

Les effluents des installations du bâtiment 28S aboutissent aux points de rejets déjà existants pour les autres activités du site.

TITRE 4 – PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

CHAPITRE 4.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 4.1.1. PRODUCTION DE DÉCHETS, TRI, RECYCLAGE ET VALORISATION

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Nature des déchets	Quantité moyenne produite (à titre indicatif)
Déchets dangereux	Concentrats de traitement de surface	15 tonnes / mois
	Bains usés (traitement de surface)	15 tonnes / mois
	Boues solides (traitement de surface)	2 tonnes / mois
	Bidons vides (solvants, vernis, diluants, colles)	100 kg / trimestre
	Déchets de solvants, vernis, diluants, colles	non évalué
	Chiffons d'essuyage souillés avec des solvants	40 kg / mois
	Filtres d'aspiration	5 kg / mois
	Charbons actifs souillés (provenant de l'activité de laquage)	10 tonnes / an
	Solution aqueuse souillée	1 tonne / trimestre
	Huile soluble usinage	200 kg / trimestre
Déchets non dangereux	Rebuts lopins, douilles	1 tonne / mois

TITRE 5 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 5.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 5.1.1. DÉSENFUMAGE

Les locaux du bâtiment 28S sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique asservie au déclenchement de la centrale SSI (système de sécurité incendie) et à commande manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

CHAPITRE 5.2 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 5.2.1. DISPOSITIFS DE RÉTENTION ET DE CONFINEMENT DES DÉVERSEMENTS ET POLLUTIONS ACCIDENTELLES

a) aire de chargement et de déchargement :

L'aire de chargement et de déchargement des produits chimiques (située en zone 19) est reliée à une cuve enterrée de 20 m³ qui assure la récupération des produits chimiques en cas de fuite ou de déversement accidentel lors du pompage des effluents du traitement de surface à retraiter. La capacité de la cuve permet de retenir le volume maximum présent dans un camion de pompage des déchets liquides.

La cuve enterrée est constituée d'une double paroi, avec un report d'alarme en cas de remplissage et un système de test de l'étanchéité.

b) isolement avec les milieux :

Un volume minimal de 521 m³ est maintenu disponible en permanence pour assurer le confinement des eaux d'extinction d'un incendie. Ce volume est assuré par les moyens suivants :

- le bassin de confinement dédié au bâtiment 28S d'un volume disponible en permanence de 483 m3. Le bassin est équipé d'une vanne d'isolement vis-à-vis du réseau d'eaux pluviales qui est actionnée automatiquement par un asservissement au système de sécurité incendie (SSI) et peut-être également actionnée manuellement.
- la rétention des eaux d'extinction incendie du bâtiment 10S, alimentée via une surverse de la boucle Eaux Pluviales entourant le bâtiment 28S en cas de remplissage du bassin de confinement du 28S. La rétention des eaux d'extinction incendie du bâtiment a une capacité totale de 500 m3, et est composée du bâtiment, des voiries avoisinantes et du réseau d'eaux pluviales. Elle est équipée d'une vanne d'isolement avant rejet dans la lagune.

Les dispositifs de confinement sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 5.3 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 5.3.1. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par les arrêtés ministériels de prescriptions générales listés à l'article 1.1.2 du présent arrêté, et complétés et précisés comme ci-après :

- une réserve d'eau incendie d'un volume de 1800 m3 située au 92F (située à une distance d'environ 140 mètres au Sud au bâtiment 28S) ;
- un poteau incendie à proximité (le poteau incendie n°3 est situé à environ 40 mètres du bâtiment 28S) ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans les installations du bâtiment 28S, et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et au niveau de l'aire de chargement / déchargement.

ARTICLE 5.3.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

TITRE 6 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DU BÂTIMENT 28S

CHAPITRE 6.1 TRAITEMENT DE SURFACE (RUBRIQUE 3260)

Le local comportant la chaîne de traitement de surfaces (zone 7) est équipé de mesures de prévention et/ou de protection adaptées aux risques, et au minimum les mesures définies par l'arrêté ministériel modifié du 30/06/2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260, et complétées et précisées comme ci-après :

- un système d'aspiration capte les émissions atmosphériques émises au-dessus des baignoires, qui sont ensuite traitées par un laveur de fumées avant rejet via le conduit n°1.
- un asservissement du système d'aspiration des vapeurs des baignoires de traitement au déclenchement du SSI (système de sécurité incendie) : en cas de détection incendie, l'extraction d'air est automatiquement arrêtée et les clapets d'aspiration sont automatiquement fermés.
- en cas de traversée de mur par la gaine d'extraction d'air, celle-ci est munie de clapets coupe-feu d'un degré coupe-feu équivalent à celui du(es) mur(s) concerné(s) au niveau des traversées des murs.

- la chauffe des bains est effectuée par un fluide caloporteur uniquement, via des échangeurs thermiques alimentés par la chaufferie du bâtiment 28S (zones 14, 14' et 14''). Le chauffage direct par résistance électrique est interdit.
- les cuves des bains de traitement sont en inox.
- un système de détection automatique d'incendie, déclenchant une alarme sonore et entraînant un report automatique d'alarme au poste de sécurité de l'établissement (PCS).
- un système d'extinction automatique d'incendie du local (par sprinklage), des gaines d'extraction d'air (par sprinklage) et de l'armoire électrique basse tension TGBT du process de traitement de surfaces (par extinction au CO2).
- une procédure d'arrêt des installations électriques de la chaîne de traitement de surface en cas d'urgence.
- la sécurisation électrique du réseau informatique en cas d'arrêt de l'alimentation électrique, de manière à ce qu'il reste accessible en permanence (exemple : sécurisation de l'accès aux données via un système à distance sécurisé, version papier pour les documents les plus critiques, ...).

CHAPITRE 6.2 ATELIER DE LAQUAGE (RUBRIQUE 2940)

La prescription définie au point c) de l'article 4.5 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 susvisé relative à la présence de robinets d'incendie armés (RIA) est remplacée par la prescription suivante :

L'atelier de laquage, composé d'un local de préparation des laques et d'une ligne de laquage, est équipé d'un système de détection automatique d'incendie. La ligne de laquage est équipée d'un système d'extinction automatique (sprinklage).

CHAPITRE 6.3 CHAUFFERIE

ARTICLE 6.3.1. DISTANCES D'ELOIGNEMENT

Le local chaufferie du bâtiment 28S est implanté à une distance d'éloignement minimale de 17,5 mètres par rapport aux limites de propriété du site.

Le local chaufferie est équipé d'un dispositif de détection de gaz qui déclenche, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger. Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

ARTICLE 6.3.2. EVENTS ET SURFACES SOUFFLABLES

Le local chaufferie du bâtiment 28S est équipé d'une surface soufflable totale de 2,3 m² au minimum.

CHAPITRE 6.4 STOCKAGE DE DOUILLES

Le local dédié au stockage de palettes de douilles (en zone 12) est équipé d'un système de détection et d'extinction automatique d'incendie au niveau des racks de stockage.

TITRE 7 - PUBLICITÉ - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – EXÉCUTION

ARTICLE 7.1.1. PUBLICITÉ

En application de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la Chapelle-Saint-Ursin et peut y être consultée,

2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la Chapelle-Saint-Ursin pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par les soins du maire de la Chapelle-Saint-Ursin à la préfecture du Cher,

3° Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 7.1.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En vertu de l'article R. 181-50 du même code, il peut être déféré par courrier auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 Orléans Cedex 1 ou par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : www.telerecours.fr, par :

1° : l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée,

2° : les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie de la Chapelle-Saint-Ursin pendant une durée minimum d'un mois ;

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Cher, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés.

Le recours gracieux est adressé à monsieur le préfet du Cher, Place Marcel Plaisant CS 60022 BOURGES CEDEX.

Le recours hiérarchique est adressé à madame la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature - Direction générale de la prévention des risques - Arche de La Défense - Paroî Nord - 92 055 LA DEFENSE CEDEX.

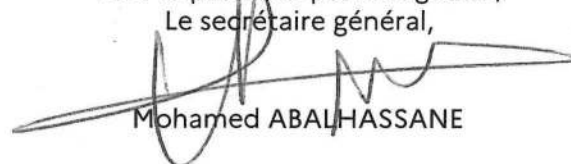
Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (préfet du Cher) et à son bénéficiaire (société KNDS Ammo France - 13 route de la Minière - 78034 VERSAILLES Cedex), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

ARTICLE 7.1.3. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire et le maire de la Chapelle-Saint-Ursin sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société KNDS Ammo France.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Mohamed ABALHASSANE

Tableau de classement actualisé des activités ICPE du bâtiment 28S (incluant les activités non classées)

Les installations exploitées dans le bâtiment 28S relèvent des rubriques ICPE libellées dans le tableau suivant (les activités non classées sont également listées dans le tableau), présent à l'article 1.2.1 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint.

Les quantités totales autorisées sur le site pour chacune des rubriques ICPE libellées dans le tableau suivant remplacent celles définies dans le tableau de classement annexé à la lettre préfectorale du 19 mars 2018

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation dans le <u>bâtiment 28S</u>	Quantité autorisée dans le <u>bâtiment 28S</u>	Quantité totale autorisée sur le site	Régime (*)
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m ³ .	2 lignes de bains de traitement de surface (phosphatation) : - ligne UDD - ligne UTDS	36,738 m ³	76,738 m ³	A
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.	Machines de travail des métaux : scie circulaire, presse, rogneuse gorgeuse, tour, coupeuse, perceuse colonne, tronçonneuse, etc.)	749,5 kW	2 208kW	E
2940-2a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés)	Une ligne de laquage composée de : - un poste de chargement / déchargement des douilles - un convoyeur continu - une cabine de laquage - une étuve Un atelier de préparation des laques	22 kg/j	187,96 kg/j	E
2561	Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages	Traitement thermique (recuit) par un four électrique à passage inerté à l'azote	/	/	DC

2563-2	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface.	2 machines à laver (laveuses) et une fontaine de nettoyage	680 litres	680 litres	DC
2575	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565.	Sableuse, polisseuse, etc.	14,05 kW	40,29 kW	D
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse, ...	Une chaudière au gaz, alimentant en eau chaude les lignes de traitement de surface	0,99 MW (**)	9,59 MW	DC
1185-2a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg	Groupes froid et climatisation	56,4 kg	< 300 kg	NC

1630	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de)	Lessive de soude (unité de traitement des effluents)	1,2 t	≤ 100 t (10,94 t)	NC
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène	Chargeurs de chariot élévateur électrique, de gerbeur et transpalette électriques	13,26 kW	≤ 50 kW (45,38 kW)	NC
2925-2	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') 2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène	Chargeurs de chariot élévateur électrique, de gerbeur et transpalette électriques	0,144 kW	≤ 600 kW (0,144 kW)	NC
4130-2	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides	Nettoyant (unité de traitement des effluents)	0,05 t	< 1 t (0,05 t)	NC
4330	Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée	Vernis, laque, diluant (zone de laquage)	0,25 t	< 1 t (0,47 t)	NC
4441	Liquides combustibles catégorie 1, 2 ou 3	/	0 t	< 2 t (0,062 t)	NC
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1	Produits dans la ligne de traitement de surface	2,525 t	< 100 t (2,525 t)	NC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique), NC (non classé)

(**) La cheminée de la chaudière du bâtiment 28S, d'une puissance thermique nominale de 0,99 MW, n'est pas raccordable à la cheminée de la chaufferie du 41F du fait de son éloignement et de la présence d'une voie de circulation. Cet appareil de combustion n'étant pas techniquement et économiquement raccordable à une cheminée commune et ayant une puissance inférieure au seuil de la rubrique 2910.A.2 de 1 MW, sa puissance n'est pas comptabilisée dans la quantité totale autorisée sur le site pour la rubrique 2910

